

Commission de l'aménagement du
territoire

Déposé le : 2014-10-07

N° de dépôt : CAT- 028

Secrétaire : [Signature]



Mémoire de la Ville de Terrebonne

26 août 2014

Présenté à la Commission de l'aménagement du territoire dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques sur le Projet de loi no 3 :

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	I
PRÉSENTATION DE LA VILLE DE TERREBONNE	2
COMMENTAIRES GÉNÉRAUX	3
HISTORIQUE DES RÉGIMES DE RETRAITE DE LA VILLE DE TERREBONNE	3
PARTICULARITÉS DES RÉGIMES DE RETRAITE DE LA VILLE DE TERREBONNE	4
SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES DE RETRAITE	5
COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES	6
MISE EN PLACE D'UN SEUIL D'APPLICABILITÉ	6
COTISATION MAXIMALE À COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2014	6
CLAUSE « BANQUIER »	6
CONCLUSION	7

PRÉSENTATION DE LA VILLE DE TERREBONNE

La Ville de Terrebonne est située en bordure de la rivière des Mille-Îles dans la région administrative de Lanaudière ; elle fait partie de la MRC les Moulins, de la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Elle couvre une superficie de 155.44 km² et sa population s'élève à 110 285 personnes, ce qui en fait la dixième ville en importance au Québec et la quatrième dans la région de Montréal.

On dénombre à la Ville de Terrebonne 1 074 salariés dont 103 cols bleus permanents et 28 cols bleus occasionnels, 186 cols blancs permanents et 40 cols blancs occasionnels, 172 policiers, 93 pompiers, 26 brigadiers scolaires ainsi que 175 salariés du personnel de piscine, des loisirs et appariteurs. Il y a également 154 cadres et 97 autres salariés non syndiqués.

La Ville de Terrebonne telle qu'on la connaît actuellement, est le résultat d'un regroupement volontaire en 2001 des municipalités de Lachenaie, La Plaine et l'ancienne ville de Terrebonne.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

HISTORIQUE DES RÉGIMES DE RETRAITE DE LA VILLE DE TERREBONNE

La Ville de Terrebonne a mis sur pied le « Régime complémentaire de retraite des employés désignés de la Ville de Terrebonne » pour l'ensemble de ses employés permanents à compter du 1^{er} janvier 1972.

Ledit régime était à cotisation déterminée et couvrait l'ensemble des employés permanents (cols blancs, cols bleus, cadres et policiers) de la Ville de Terrebonne, ainsi que les employés permanents de la Régie d'Aqueduc Intermunicipale des Moulins (RAIM).

L'ancienne Ville de Lachenaie avait également mis en place le « Régime des rentes des salariés de la Ville de Lachenaie » pour les mêmes catégories d'employés. Il s'agissait d'un régime à prestations déterminées salaire carrière (pourcentage de remplacement du salaire annuel).

Les employés de l'ancienne Ville de La Plaine cotisaient à un REER collectif.

Suite au regroupement volontaire des municipalités de Lachenaie, La Plaine et Terrebonne en 2001, il a été convenu que l'ensemble des employés devenaient progressivement adhérents au Régime complémentaire de retraite des employés désignés de la Ville de Terrebonne (régime à cotisation déterminée).

Le régime complémentaire de retraite des employés désignés de la Ville de Terrebonne a été scindé le 10 janvier 2004 pour exclure les policiers et policières afin de créer le Régime complémentaire de retraite des policiers et policières de la Ville de Terrebonne (régime à prestations déterminées).

Le 8 août 2004, est survenue une autre scission du Régime des employés désignés de la Ville de Terrebonne afin d'exclure cette fois-ci les participants cadres afin de créer un autre régime à prestations déterminées.

Le 9 août 2004, le Régime des rentes des salariés de la Ville de Lachenaie est devenu le Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne. Ce nouveau régime des cadres de Terrebonne comprenait les cotisations et prestations pour les employés cols blancs et cols bleus de l'ancienne Ville de Lachenaie.

Les cols blancs et les cols bleus de Lachenaie ont cessé leur participation active au nouveau régime des cadres (anciennement régime des salariés de la Ville de Lachenaie) respectivement le 17 août 2003 et le 7 septembre 2003 et participaient dorénavant au Régime de complémentaire de retraite des employés désignés de la Ville de Terrebonne (régime à cotisations déterminées).

Le 1^{er} janvier 2010, la Ville de Terrebonne mettait sur pied le Régime complémentaire de retraite des employés cols bleus de la Ville de Terrebonne afin de procurer des prestations de retraite déterminées aux employés cols bleus. Les cotisations accumulées au bénéfice de ces employés dans les anciens régimes (Employés désignés et Cadres) étaient transférés au nouveau régime des cols bleus.

Le 1^{er} janvier 2011, la Régie d'Aqueduc Intermunicipale des Moulins (RAIM) créait le Régime complémentaire de retraite des employés de la RAIM afin de procurer des prestations de retraite déterminées à ses employés. Les cotisations accumulées dans l'ancien régime des employés désignés de la Ville de Terrebonne étaient transférés au nouveau régime des employés de la RAIM.

Le 1^{er} février 2011, le Régime complémentaire de retraite des employés cols blancs de la Ville de Terrebonne était créé en remplacement du Régime complémentaire de retraite des employés désignés de la Ville de Terrebonne. Les cotisations accumulées au bénéfice de ces employés dans le régime des cadres (pour anciens employés cols blancs de Ville de Lachenaie) étaient transférés au nouveau régime des cols blancs.

Finalement, le 1^{er} juillet 2011, le Régime complémentaire de retraite des pompiers de la Ville de Terrebonne était créé afin de procurer des prestations de retraite aux pompiers.

PARTICULARITÉS DES RÉGIMES DE RETRAITE DE LA VILLE DE TERREBONNE

Lors de la mise en place des régimes de retraite à prestations déterminées, il a été entendu que le niveau de cotisation des différents groupes d'employés et celui de la Ville de Terrebonne serait chacun de 9 % de la masse salariale.

À l'époque, cette cotisation totale de 18 % étant supérieure aux coûts des régimes, l'indexation prévue à raison de 50% de l'IPC a été rendue possible puisque la situation financière des régimes le permettait et que ladite indexation est conditionnelle à ladite situation financière.

Grâce, entre autres, à ces éléments de prudence, les régimes de la Ville de Terrebonne sont relativement en bonne santé financière et nous croyons ainsi, que certains aspects du projet de loi sont non pertinents pour nos régimes (voir données à la page suivante).

La Ville de Terrebonne est en accord avec l'esprit de la loi et la finalité visée par celle-ci, soit de :

- rétablir (s'il y a lieu) la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées
- assurer leur pérennité dans un horizon à long terme
- instaurer un souci d'équité intergénérationnelle (partage déficits entre actifs et retraités)

le tout dans le respect de notre philosophie, à savoir ; ne pas refiler aux contribuables une charge additionnelle pour les régimes de retraite à prestations déterminées des employés municipaux.

Nous sommes cependant d'opinion que le cadre rigide d'application que l'on retrouve dans le projet de loi aurait avantage à faire l'objet d'assouplissements, afin de donner libre cours à la recherche de solutions négociées, ce qui permettrait de respecter les particularités de chacune des villes et de chacun des régimes.

La Ville de Terrebonne partage l'obligation de résultat et est d'avis qu'il y a lieu de maintenir un échéancier pour la tenue des négociations afin d'éviter des délais indus et de faire perdurer ces négociations dans le temps.

En considérant le Projet de loi 3 tel que déposé et les assouplissements recommandés afin de tenir compte des particularités des municipalités et de leurs régimes de retraite, nous sommes d'avis qu'il y a tout lieu de croire que la législation permettra de porter fruit pour la Ville de Terrebonne.

SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Les dernières évaluations actuarielles en date du 31 décembre 2013 (à l'exception du régime des policiers qui est en date du 31 décembre 2012), indiquent les ratios de capitalisation suivants :

- 93,4% (policiers)
- 97,9 % (cols bleus)
- 96,8 % (cadres)
- 101,2 % (cols blancs)
- 108,3% (pompiers).

Sur base de capitalisation, le déficit total des régimes est de 3 316 200 \$.

Cette situation financière s'explique en partie par le cumul des considérations suivantes :

Taux de cotisations pour l'ensemble des employés est de 9 %

Taux de cotisation de l'employeur est de 9 % pour l'ensemble de ses employés couverts par un régime complémentaire de retraite à prestations déterminées

Aucun congé de cotisations de l'employeur depuis la mise en place des régimes

Lorsque requis par la situation financière ou le coût du service courant, l'employeur rencontre ses engagements (cotisations additionnelles)

Indexation des rentes des retraités conditionnelle à la situation financière des régimes. Ainsi, aucune indexation ne sera accordée pour 2015, 2016 et 2017 selon les évaluations actuarielles au 31 décembre 2013.

Âge minimal pour prendre sa retraite est de 55 ans (date retraite anticipée), sauf pour policiers (50 ans si 30 ans service)

Pénalité actuarielle (réduction de rente) de 0,375% par mois si retraite anticipée

COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES

Mise en place d'un seuil d'applicabilité

Tel que mentionné précédemment, les régimes dont la Ville de Terrebonne est le promoteur sont en assez bonne situation financière. Dépendamment des hypothèses qui devront être utilisées pour l'application de la Loi, les régimes auront certainement des déficits peu importants et certains devraient même être en situation de surplus actuariel, et ce, sans même considérer les rendements réalisés depuis le début de l'année 2014 qui sont supérieurs aux attentes. La réduction de droits pour le service passé n'est donc pas une nécessité afin d'améliorer la capitalisation des régimes dont la Ville de Terrebonne est le promoteur compte tenu que ces derniers sont près ou au-delà d'une pleine capitalisation.

Nous croyons que dans certaines circonstances, la Loi devrait permettre à une municipalité de se soustraire à l'application des réductions de droits des participants pour le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 afin de tenir compte de la santé financière d'un régime lorsque celle-ci ne pose pas problème. Un seuil d'applicabilité pourrait être spécifié dans la Loi, comme par exemple un ratio de capitalisation inférieur à un certain niveau pour que la Loi s'applique (ex. 85 % ou 90 %).

Cotisation maximale à compter du 1^{er} janvier 2014

Compte tenu de l'entente entre la Ville et les différents groupes d'employés qui prévoit un versement de 9 % de la masse salariale chacun, et du fait que les régimes ont des modalités et dispositions permettant d'assurer la pérennité financière des régimes à long terme, nous ne voyons pas la pertinence qu'un plafond sur le coût du service courant de 18 %, incluant un fonds de stabilisation, soit imposé aux régimes de retraite dont la Ville de Terrebonne est le promoteur.

En plus des modalités et dispositions des régimes qui favorisent leur pérennité financière à long terme, les hypothèses actuarielles pour déterminer le niveau de capitalisation des différents régimes incluent des marges pour écarts défavorables afin de réduire le risque de dépassement des coûts réels des régimes par rapport aux coûts anticipés.

Dans ce contexte, nous croyons qu'il serait souhaitable que la Loi permette à un régime ayant des modalités, dispositions et hypothèses actuarielles qui favorisent le contrôle des coûts, d'appliquer un plafond de 18 % **en excluant** toute cotisation au fonds de stabilisation.

Clause « banquier »

Tel que mentionné, la Ville de Terrebonne s'est engagée à cotiser 9 % de la masse salariale à ses régimes de retraite. Lorsqu'une cotisation au-delà de ce niveau est nécessaire, les sommes excédentaires sont gardées en mémoire et s'accumulent au rendement de la caisse. Lorsqu'un régime se retrouve par la suite en situation de surplus, ces derniers sont utilisés en priorité pour permettre un congé de cotisation à la Ville afin qu'elle récupère les sommes versées en trop (appelé « clause banquier »).

Nous comprenons que, selon les modalités du PL3, les régimes seront séparés en un volet antérieur au 1^{er} janvier 2014 (volet passé) et postérieur au 31 décembre 2013 (volet courant). Si des surplus sont constatés pour le volet passé, il faudrait que la Loi permette des congés de cotisations au volet courant jusqu'à concurrence des montants accumulés aux clauses bancaires existantes.

CONCLUSION

Compte tenu qu'il est vrai que les municipalités et les régimes de retraite de ses employés ont leurs caractéristiques propres, il y a effectivement lieu de conserver l'objectif fondamental du Projet de loi 3 (favoriser la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal) tout en tenant compte des particularités de chacun des régimes de retraite municipaux.

La Ville de Terrebonne reconnaît par ailleurs la qualité de l'exercice réalisé par l'Union des Municipalités du Québec dont elle fait partie et fait sienne la majorité de ses commentaires et la conclusion du mémoire qu'elle a déposée.

Afin de prendre en considération les spécificités des régimes de retraite à prestations déterminées qu'elle a mises en place, la Ville de Terrebonne souhaite un assouplissement des conditions d'applicabilité du Projet de loi 3.

Nous croyons que les éléments suivants devraient être pris en considération :

- 1- Prévoir un seuil de capitalisation des régimes de retraite à partir duquel le Projet de loi 3 ne serait pas applicable (par exemple; 90%). Restructuration obligatoire seulement si le degré de capitalisation est inférieur à ce seuil.
- 2- Prévoir la constitution d'un fonds de stabilisation, financé à parts égales entre les employés et les employeurs **mais en excédent de la limite de 18%** (20% pour policiers et pompiers) afin de ne pas générer de problème dans la couverture du service courant et obliger d'imposer une réduction de coût quand ce n'est pas vraiment nécessaire (coût service courant passe de 17,5 à 18,6% par la création du fonds stabilisation).
- 3- Application de la clause banquier ; permettre des congés de cotisations au volet courant jusqu'à concurrence des montants accumulés aux clauses banquiers existantes.
- 4- Donner la possibilité pour les employeurs et les syndicats de négocier de nouvelles modalités concernant les régimes de retraite à prestations déterminées avant que la restructuration des régimes de retraite ne soit forcée par l'application des dispositions du Projet de loi 3. La Ville de Terrebonne souhaite privilégier la conclusion d'ententes négociées de gré à gré avec ses syndicats et associations, ce qui lui permettrait de respecter ses particularités sans avoir à se soumettre au cadre plus rigide prévu au Projet de loi 3.
- 5- Par souci d'équité intergénérationnelle, maintenir la situation actuelle de nos régimes de retraite en ce qui a trait à l'indexation des rentes, à savoir ; indexation à raison de 50% de l'IPC si la situation financière du régime le permet (situation de surplus ou taux combiné de cotisation de 18% excède suffisamment le coût du service courant).
- 6- Afin de rencontrer l'objectif d'assurer la pérennité des régimes de retraite, maintenir le respect des limites de 18% du coût du service courant.

Ces éléments d'assouplissement que nous vous suggérons ont d'ailleurs, pour la plupart, déjà été proposés dans les mémoires de certaines villes telles Longueuil, Gatineau et Laval pour ne nommer que celle-ci. Nous espérons vivement que le gouvernement démontre son ouverture et sa souplesse en proposant des amendements au projet de loi 3 qui répondent aux préoccupations exprimées par plusieurs administrations municipales, tout en tenant compte de l'intérêt public et du maintien d'un climat de travail harmonieux.

Nous vous remercions de votre aimable attention.



Extrait du registre des procès-verbaux d'une séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Terrebonne tenue le 8 septembre 2014.

RÉSOLUTION NO : 444-09-2014

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, M. Pierre Moreau, déposait, le 12 mai 2014, à l'Assemblée nationale du Québec le projet de Loi numéro 3 ;

ATTENDU QUE ledit projet de Loi a pour but de favoriser la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal ;

ATTENDU QUE les enjeux et impacts escomptés du projet de Loi numéro 3 ont été présentés au comité exécutif du 9 juillet 2014, incluant la situation financière des régimes de retraite à prestations ;

ATTENDU la position exprimée par l'Union des municipalités du Québec dans son mémoire présenté à la commission de l'aménagement du territoire ;

ATTENDU la demande d'assouplissement suggérée dans les mémoires déposés par plusieurs municipalités, dont celles de Longueuil, Gatineau et Laval ;

ATTENDU QUE la Ville de Terrebonne souhaite faire connaître à la commission de l'aménagement du territoire sa position sur le projet de Loi numéro 3 ;

ATTENDU la recommandation CE-2014-1077-REC du comité exécutif du 3 septembre 2014;

**Pour ces motifs, IL EST PROPOSÉ PAR Marc Campagna
APPUYÉ PAR Sylvain Tousignant**

QUE le conseil municipal de la Ville de Terrebonne dépose et accepte le mémoire de la Ville de Terrebonne sur le projet de Loi numéro 3, joint à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

QUE la présente résolution ainsi que le mémoire soient transmis à la commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec, au député du comté de Terrebonne, M. Mathieu Traversy, au député du comté de Masson, M. Mathieu Lemay, au député du comté de l'Assomption, M. François Legault, et à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉ

**Certifié conforme
à Terrebonne, ce 9 septembre 2014**



GREFFIER